

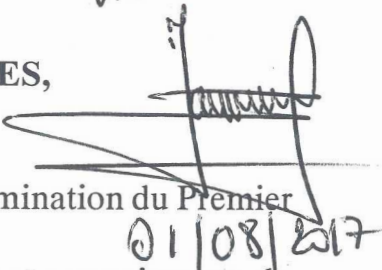
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N°2017-0712 PRES/PM/MATD/
MINEFID/MFPTPS portant indemnités de
mission applicables aux collectivités territoriales

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Visa CF n°00598

- 
- VU la Constitution ;
 - VU le décret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
 - VU le décret n°2017-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement ;
 - VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;
 - VU la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
 - VU la loi n°14-2006/AN du 09 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
 - VU la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;
 - VU la loi n°003-2017/AN du 13 janvier 2017 portant statut de la fonction publique territoriale ;
 - VU le décret n°2006-204/PRES/PM/MFB/MATD du 15 mai 2006, portant régime financier et comptable des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
 - VU le décret n° 2017-0258/PRES/PM/MATD du 04 mai 2017 portant organisation du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation ;

Sur rapport du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;

Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 24 mai 2017 ;

DECRETE

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent décret fixe l'indemnité applicable aux agents de collectivité territoriale, aux élus locaux et aux agents des services techniques déconcentrés en mission sur initiative du président de la collectivité territoriale à l'extérieur et à l'intérieur du Burkina Faso.

La notion d'agents des collectivités territoriales s'entend des :

- fonctionnaires de collectivité territoriale ;
- agents mis à disposition dans le cadre de l'assistance technique ;
- agents en position de détachement ;
- agents des services techniques déconcentrés.

Article 2 : L'indemnité de mission est une contribution financière allouée aux élus locaux et aux agents des collectivités territoriales afin de leur permettre de faire face aux frais occasionnés par une mission de service public se déroulant hors de leur lieu de résidence habituelle.

L'indemnité de mission concerne à la fois :

- les missions à l'extérieur du pays ;
- les missions à l'intérieur du pays.

CHAPITRE II : DES MISSIONS A L'EXTERIEUR DU PAYS

Article 3 : L'indemnité de mission à l'occasion des missions à l'extérieur du Burkina Faso comprend :

- les frais d'hébergement ;
- les frais de restauration et autres.

Article 4 : Les taux journaliers de l'indemnité de mission à l'extérieur du Burkina Faso sont fixés conformément aux catégories et aux zones définies dans le tableau ci-après :

| Zones | ZONE I | | | ZONE II | | | ZONE III | | |
|---|---|-----------------|---------|--|-----------------|---------|---------------------------|-----------------|---------|
| | Afrique, excepté Afrique du Nord (1) Australe (2) et Centrale (3) | | | Afrique du Nord (1) Australe (2) et Centrale (3) et Europe | | | Amérique, Asie et Océanie | | |
| | Héberg. | Restau & autres | Total | Héberg. | Restau & autres | Total | Héberg. | Restau & autres | Total |
| Bénéficiaires | | | | | | | | | |
| Président de conseil de la collectivité territoriale/Maire d'arrondissement | 70 000 | 30 000 | 100 000 | 90 000 | 40 000 | 130 000 | 110 000 | 50 000 | 160 000 |
| Adjoint au président de collectivité territoriale et adjoint au maire d'arrondissement | 55 000 | 25 000 | 80 000 | 85 000 | 40 000 | 125 000 | 90 000 | 50 000 | 140 000 |
| Secrétaire général de collectivité territoriale | 50 000 | 20 000 | 70 000 | 80 000 | 35 000 | 115 000 | 85 000 | 45 000 | 130 000 |
| Directeur de service, Conseiller technique, Responsable de service technique déconcentré et assimilés | 50 000 | 20 000 | 70 000 | 80 000 | 35 000 | 115 000 | 85 000 | 45 000 | 130 000 |
| Président de commission permanente et autres élus | 50 000 | 20 000 | 70 000 | 80 000 | 35 000 | 115 000 | 85 000 | 45 000 | 130 000 |
| Chef de service, chef de section et assimilés | 45 000 | 15 000 | 60 000 | 75 000 | 35 000 | 110 000 | 80 000 | 40 000 | 120 000 |
| Personnel de catégorie P, A, B et C | 40 000 | 15 000 | 55 000 | 70 000 | 30 000 | 100 000 | 75 000 | 40 000 | 115 000 |
| Chauffeur, personnel de soutien et personnel de catégorie D et E | 35 000 | 10 500 | 45 500 | 60 000 | 25 000 | 85 000 | 65 000 | 35 000 | 100 000 |

(1) **Afrique du Nord** : Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Tunisie, plus Soudan et Soudan du Sud.

(2) **Afrique Australe** : Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Zimbabwe, Zambie, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Angola, Kenya, Djibouti, Somalie.

(3) **Afrique Centrale** : Congo-Brazza, RDC, Gabon, Cameroun, Tchad, Guinée équatoriale, Centrafrique, Sao-Tome, Guinée Bissau, Burundi, Rwanda plus Ethiopie.

Article 5 : Les missions à l'extérieur du pays ouvrant droit à l'indemnité sont celles autorisées par le Ministre en charge des collectivités territoriales.

Article 6 : Le nombre de jours consacrés à une mission à l'extérieur du pays pour un élu ou un agent ne doit en aucun cas dépasser trente (30) jours.

L'indemnité, payée à plein tarif jusqu'au 30^{ème} jour inclus, cesse d'être due à partir du 31^{ème} jour sauf dérogation expresse accordée par le Ministre en charge des collectivités territoriales.

Article 7 : Le calcul des droits du missionnaire s'effectue sur la base des visas de départ et arrivée du Burkina Faso sur l'ordre de mission et des talons d'embarquement.

Les visas doivent être portés sur l'ordre de mission ou sur le passeport.

Article 8 : Une avance n'excédant pas 90% du montant total des frais est allouée aux missionnaires. Cette avance est déduite du montant total des frais de mission lors du décompte définitif.

Article 9 : Tout élu ou tout agent de la collectivité territoriale de retour de mission, a obligation de déposer auprès de son service financier dans un délai maximum de quinze (15) jours un rapport de mission et l'original de l'ordre de mission comportant les visas ou le cas échéant les copies des pages visés du passeport. Passé ce délai, un ordre de recette est émis à l'encontre de l'intéressé.

Article 10 : Les avances perçues à l'occasion des missions différées ou annulées doivent être reversées auprès du receveur de la collectivité territoriale dans un délai de quinze (15) jours pour compter de la date de leur paiement.

Il en est de même pour les trop perçus constatés au moment du décompte définitif.

Article 11 : Lorsqu'un élu local ou un agent effectue une mission à l'extérieur sur invitation d'un Etat ou d'une organisation qui prend en charge les frais de séjour, l'indemnité lui est accordée de la manière suivante :

- 1) si la prise en charge est totale (hébergement et restauration) l'indemnité n'est pas due ;
- 2) si la prise en charge est partielle (hébergement ou restauration), le taux de l'indemnité est réduit du taux de la partie prise en charge.

Article 12 : Le dossier de demande d'ordre de mission introduit auprès du Ministre en charge des collectivités territoriales doit préciser les conditions d'accueil ainsi que le montant de l'indemnité devant être supporté par le budget de la collectivité territoriale.

CHAPITRE III : DES MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS

Article 13 : L'indemnité de mission à l'intérieur du pays est une allocation financière accordée aux élus locaux et aux agents de la collectivité territoriale en mission sur initiative du président de la collectivité territoriale à l'intérieur du Burkina Faso afin de leur permettre de faire face aux frais occasionnés par la mission.

La mission qui donne droit à l'indemnité est celle effectuée par un élu local et un agent de la collectivité territoriale lorsqu'il se déplace à l'intérieur du pays soit :

- dans une collectivité autre que celle initiatrice de la mission ; toutefois dans le cadre de la collectivité territoriale région, l'indemnité est due dans le cas où la mission est effectuée hors de la commune abritant le siège de la collectivité ;
- à l'intérieur de la commune où est situé le siège de la collectivité territoriale à partir d'une distance d'au moins quarante (40) kilomètres.

Article 14 : L'indemnité servie à l'occasion des missions à l'intérieur du pays comprend :

- les frais d'hébergement ;
- les frais de restauration.

Article 15 : Les taux journaliers de l'indemnité de mission à l'intérieur du Burkina Faso sont fixés conformément aux catégories et aux zones définies dans les tableaux ci-après :

✓ ZONE A : Chefs-lieux de région

| Montant des recouvrements | 0 à 50 millions | | | 50 à 500 millions | | | + 500 millions | | |
|---|-----------------|--------|--------|-------------------|--------|--------|----------------|--------|--------|
| | Héberg. | Restau | Total | Héberg. | Restau | Total | Héberg. | Restau | Total |
| Bénéficiaires | | | | | | | | | |
| Président de conseil de la collectivité territoriale/Maire d'arrondissement | 19 000 | 10 000 | 29 000 | 21 000 | 11 000 | 32 000 | 23 000 | 12 000 | 35 000 |
| Adjoint au président de collectivité territoriale et adjoint au maire d'arrondissement | 17 000 | 7 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 | 20 000 | 10 000 | 30 000 |
| Secrétaire général de collectivité territoriale | 17 000 | 7 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 | 20 000 | 10 000 | 30 000 |
| Directeur de service, Conseiller technique, Responsable de service technique déconcentré et assimilés | 17 000 | 7 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 | 20 000 | 10 000 | 30 000 |
| Président de commissions permanentes et autres élus | 17 000 | 7 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 | 20 000 | 10 000 | 30 000 |
| Chef de service, chef de section et assimilés | 16 000 | 6 000 | 22 000 | 17 000 | 8 000 | 25 000 | 18 500 | 9 500 | 28 000 |
| Personnel de catégorie P, A, B et C | 15 000 | 5 000 | 20 000 | 16 500 | 7 000 | 23 500 | 18 000 | 9 000 | 27 000 |
| Chauffeur, personnel de soutien et personnel de catégorie D et E | 12 000 | 4 000 | 16 000 | 13 000 | 5 000 | 18 000 | 14 000 | 6 000 | 20 000 |

✓ ZONE B : Chets-lieux de province

| Montant des recouvrements | 0 à 50 millions | | | 50 à 500 millions | | | + 500 millions | | |
|---|-----------------|--------|--------|-------------------|--------|--------|----------------|--------|--------|
| | Héberg. | Restau | Total | Héberg. | Restau | Total | Héberg. | Restau | Total |
| Bénéficiaires | | | | | | | | | |
| Président de conseil de la collectivité territoriale/Maire d'arrondissement | 17 000 | 9 000 | 26 000 | 19 000 | 10 000 | 29 000 | 21 000 | 11 000 | 32 000 |
| Adjoint au président de collectivité territoriale et adjoint au maire d'arrondissement | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 16 000 | 8 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 |
| Secrétaire général de collectivité territoriale | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 16 000 | 8 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 |
| Directeur de service, Conseiller technique, Responsable de service technique déconcentré et assimilés | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 16 000 | 8 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 |
| Président de commission et autres élus | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 16 000 | 8 000 | 24 000 | 18 000 | 9 000 | 27 000 |
| Chef de service, chef de section et assimilés | 14 000 | 5 000 | 19 000 | 16 000 | 6 000 | 22 000 | 17 000 | 8 000 | 25 000 |
| Personnel de catégorie P, A, B et C | 12 000 | 4 000 | 16 000 | 14 000 | 5 000 | 19 000 | 16 500 | 7 000 | 23 500 |
| Chauffeur, personnel de soutien et personnel de catégorie D et E | 11 000 | 3 000 | 14 000 | 12 000 | 4 000 | 16 000 | 13 000 | 5 000 | 18 000 |

✓ ZONE C : Autres localités

| Montant des recouvrements | 0 à 50 millions | | | 50 à 500 millions | | | + 500 millions | | |
|---|-----------------|--------|--------|-------------------|--------|--------|----------------|--------|--------|
| | Héberg. | Restau | Total | Héberg. | Restau | Total | Héberg. | Restau | Total |
| Bénéficiaires | | | | | | | | | |
| Président de conseil de la collectivité territoriale/Maire d'arrondissement | 15 000 | 8 000 | 23 000 | 17 000 | 9 000 | 26 000 | 19 000 | 10 000 | 29 000 |
| Adjoint au président de collectivité territoriale et adjoint au maire d'arrondissement | 12 000 | 6 000 | 18 000 | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 17 000 | 7 000 | 24 000 |
| Secrétaire général de collectivité territoriale | 12 000 | 6 000 | 18 000 | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 17 000 | 7 000 | 24 000 |
| Directeur de service, Conseiller technique, Responsable de service technique déconcentré et assimilés | 12 000 | 6 000 | 18 000 | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 17 000 | 7 000 | 24 000 |
| Président de commission et autres élus | 12 000 | 6 000 | 18 000 | 14 000 | 7 000 | 21 000 | 17 000 | 7 000 | 24 000 |
| Chef de service, chef de section et assimilés | 12 000 | 4 000 | 16 000 | 14 000 | 5 000 | 19 000 | 16 000 | 6 000 | 22 000 |
| Personnel de catégorie P, A, B et C | 11 000 | 2 000 | 13 000 | 13 000 | 3 000 | 16 000 | 15 000 | 5 000 | 20 000 |
| Chauffeur, personnel de soutien et personnel de catégorie D et E | 10 000 | 2 000 | 12 000 | 11 000 | 3 000 | 14 000 | 12 000 | 4 000 | 16 000 |

Article 16 : Les missions à l'intérieur du pays ouvrant droit à l'indemnité sont celles autorisées par le président du conseil de collectivité territoriale.

Article 17 : Le calcul des droits du missionnaire s'effectue sur la base de l'ordre de mission. L'indemnité de mission est perçue avant le départ en mission.

Pour une mission qui se déroule en une journée sans nuitée ou pour le jour de retour d'une mission de plus d'un jour, seuls sont dus au missionnaire les frais de restauration.

Article 18 : Tout élu ou tout agent de la collectivité territoriale de retour de mission, a obligation de déposer auprès de son service financier dans un délai maximum de quinze (15) jours un rapport de mission et l'original de l'ordre de mission comportant les visas de l'autorité compétente à l'entrée et à la sortie de la localité de destination. Passé ce délai, un ordre de recette est émis à l'encontre de l'intéressé.

Toutefois, les corps de contrôle ne sont pas tenus au dépôt du rapport de mission auprès de leurs services financiers.

Article 19 : L'indemnité de mission à l'intérieur du pays perçue à l'occasion des missions différées ou annulées doit être immédiatement reversée auprès du receveur de la collectivité territoriale. Il en est de même pour les trop perçus constatés au moment du décompte définitif.

Article 20 : Lorsque l'indemnité de mission à l'intérieur est prise en charge par un autre budget ou toute autre source de financement, elle est accordée de la manière suivante :

- si la prise en charge est totale (hébergement et restauration), l'indemnité n'est pas due ;
- si la prise en charge est partielle (hébergement ou restauration), le taux de l'indemnité est réduit du taux de la partie prise en charge.

Article 21 : En tout état de cause, le nombre de jours consacrés à une mission à l'intérieur du pays pour un élu ou un agent ne doit en aucun cas dépasser 14 jours.

L'indemnité, payée à plein tarif jusqu'au 14^{ème} jour inclus, cesse d'être due à partir du 15^{ème} jour, à l'exception des missions des corps de contrôle et de suivi évaluation des projets ou programmes de développement.

Article 22 : L'indemnité de mission à l'intérieur du pays n'est pas cumulable avec l'indemnité de session servie aux élus locaux.

A l'occasion des sessions du conseil de collectivité territoriale, seuls l'indemnité de session et les frais de déplacement sont servis aux élus locaux.

CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 23 : En cas de dissolution du conseil de collectivité territoriale, les organes étatiques territorialement compétents qui le suppléent, bénéficient des indemnités prévues dans le présent décret.

Article 24 : En ce qui concerne les collectivités territoriales ne disposant pas de comptes administratifs, la tranche applicable pour l'octroi de l'indemnité de mission à l'intérieur du pays, est la tranche de base de 0 à 50 millions.

Article 25 : L'indemnité de mission à l'extérieur et à l'intérieur du pays est payée par voie de régie d'avances.

Toutefois, pour les collectivités territoriales ne disposant pas de régie d'avances, l'indemnité de mission est payée par la procédure normale.

Article 26 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret 2008-131/PRES/PM/MATD/MEF du 19 mars 2008 portant régime indemnitaire des collectivités territoriales, ensemble ses modificatifs.

Article 27 : Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 02 aout 2017



Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre

Handwritten signature of Paul Kaba Thieba in black ink.

Paul Kaba THIEBA

Le Ministre de l'Economie,
des Finances et du Développement

Handwritten signature of Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori in black ink.

Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI

Le Ministre de l'Administration
Territoriale et de la Décentralisation

Handwritten signature of Siméon Sawadogo in black ink.

Siméon SAWADOGO

Le Ministre de la Fonction Publique,
du Travail et de la Protection Sociale

Handwritten signature of Clément Pengdwendé Sawadogo in black ink.

Clément Pengdwendé SAWADOGO